

En Russie, le financement de la guerre étrangle les entreprises

«C'est devenu intenable» Depuis le 1^{er} janvier, une hausse de la fiscalité, décidée pour rétablir les finances publiques, pousse des milliers de PME russes au bord de la faillite.

Alain Barluet («Le Figaro»)

Dans sa boulangerie, Denis Maximov se serre le cou d'une main pour mimer sa situation financière: il est étranglé par les taxes, comme beaucoup de dirigeants de PME russes, tout particulièrement depuis le début de l'année. Ces petits patrons subissent en effet la nouvelle réforme fiscale mise en place le 1^{er} janvier dernier pour renflouer le budget et financer la guerre en Ukraine de Vladimir Poutine.

«Avant, je payais seulement une patente de 120'000 roubles par an (environ 1170 francs), à laquelle je pouvais même appliquer certaines réductions. Mais depuis janvier, je suis assujéti à un impôt mensuel de 350'000 roubles (environ 3420 francs)», explique ce solide gaillard de 49 ans à la barbe fournie. «Vous vous rendez compte? Ma charge fiscale a été multipliée par trente-cinq ou quarante», se désolait-il.

Il y a huit ans, Denis Maximov a inauguré sa première boulangerie, à Joukovski, dans le sud-est de Moscou. Avec son épouse, au prix d'un travail d'arrache-pied, il a pu depuis en ouvrir d'autres à Krasnovo, autre localité de la grande banlieue de la capitale russe. C'est là qu'il nous reçoit, dans un magasin clair et récemment rénové qui porte le nom d'une de ses filles, Machenka: pains divers, croissants, tartes, sandwiches, pirojkis (petits pâtés fourrés à la viande, au poisson ou au chou). Il a une dizaine d'employés au total (payés l'équivalent de 50 francs environ par jour), mais peine à recruter. Et il s'inquiète sérieusement pour l'avenir.

«Notre modèle financier reposait sur une faible imposition et nous permettait de tenir le coup comme cela. Mais avec la nouvelle fiscalité, notre modèle est devenu intenable», insiste-t-il. Le patron boulanger explique: «Depuis le début de l'année, nous sommes soumis à ce que l'on appelle le système fiscal simplifié, qui impose le paiement de 6% du chiffre d'affaires plus 5% de TVA. Par conséquent, la charge fiscale totale est passée à 11% de notre chiffre d'affaires total. Dans ces conditions, nous ne pouvons plus nous développer.»

Une PME sur dix pourrait être directement affectée

Jusqu'à cette année, seules les entreprises réalisant plus de 60 millions de roubles de chiffre d'affaires (environ 585'730 francs) devaient s'acquitter de la TVA. Mais ce seuil d'exonération vient d'être abaissé à 20 millions de roubles (quelque 195'240 francs) et Denis Maximov a été rattrapé par l'hydre fiscale, comme nombre de petits patrons.

«Cette réforme n'est pas une mesure temporaire, mais un changement de paradigme. L'ère de la fiscalité préférentielle touche à sa fin», analyse un bon observateur de l'économie russe. Une entreprise sur dix dans le pays pourrait être directement affectée.

La Russie compte 6,8 millions de PME employant 15 millions



Dans le centre de Moscou, de nombreuses devantures sont en berne. Les dirigeants d'un tiers des PME russes envisagent de fermer ou de vendre, selon une étude récente. AFP/Kirill Kudryavtsev

de personnes. Des petites entreprises qui façonnent l'économie et le visage des villes: boulangeries, cafés, commerces de détail et de services, boutiques en ligne, ateliers de couture et de réparation, petits transporteurs... Et le secteur redoute de servir de vache à lait pour renflouer le déficit budgétaire de l'État fédéral qui s'est creusé de 60%, atteignant l'équivalent de 54,6 milliards de francs (5600 milliards de roubles).

Il suffit de se promener dans les rues de Moscou pour mesurer, au nombre de restaurants fermés et de vitrines occultées, l'ampleur des dégâts parmi le petit commerce. Plusieurs facteurs se sont accumulés: le ralentissement de la croissance et de la consommation, l'augmentation des taxes et de la fiscalité locale. Le taux

«Vous vous rendez compte? Ma charge fiscale a été multipliée par trente-cinq ou quarante.»

Denis Maximov
Patron d'une petite chaîne de boulangeries à Moscou

de base de la TVA a été porté au 1^{er} janvier de 20 à 22%.

«À cause des taux d'intérêt directeurs élevés, prendre un crédit devient trop onéreux; or beaucoup de petites entreprises y avaient recours deux fois par an pour constituer leurs stocks», relève un entrepreneur français demeuré à Moscou. Et pour couronner le tout, le blocage d'internet dans les grandes villes russes, ces dernières semaines, complique sérieusement les affaires.

Dans ces conditions, les experts anticipent une annus horribilis. Les dirigeants d'un tiers des PME russes envisagent de fermer ou de vendre leur entreprise, selon une étude récente coréalisée par la Haute École en sciences économiques de Moscou et publiée le 11 mars dans le journal «Kommersant». Au quatrième trimestre de l'an dernier, 40% des petites entreprises étaient en mode survie. Au total, 250'000 à 350'000 d'entre elles pourraient être contraintes de baisser le rideau cette année, selon la plateforme de contenus Dzen (créée par le géant Yandex).

Augmenter les prix pour compenser la fiscalité

Denis Maximov place désormais tous ses espoirs en Vladimir Poutine. Il a même fait parvenir au chef du Kremlin une sélection de ses viennoiseries, comme en témoigne une photo accrochée dans son magasin. Et en décembre dernier, lors de l'émission télévisée «Ligne directe», où des citoyens posent des questions au président, il a pu s'adresser directement à lui: «Je comprends la situation du pays et la nécessité de renflouer le budget, mais l'objectif que vous avez fixé ne sera pas atteint avec cette réforme et de nombreux économistes partagent cet avis...» a-t-il ainsi interpellé le chef de l'État, ce qui lui vaut depuis une certaine renommée médiatique.

Début mars, des informations ont fait état de la suspension, pour neuf mois, du paiement de la TVA pour les PME (commerce alimentaire et restauration). Cette décision n'a toujours pas été officialisée. Mais quoi qu'il en soit, Denis Maximov affirme qu'il ne fermera pas boutique. «Je pense que mon entreprise restera rentable, quitte à ce que je réduise ma marge», dit-il.

Pour Alexei Zajiguine, en revanche, propriétaire de Business Style, une chaîne de vêtements professionnels féminins, à Saint-Petersbourg, la situation est alarmante. «Avec la réforme, notre charge fiscale a été multipliée par dix environ. Même si nous ne faisons pas de bénéfices, nous devons payer une somme importante en impôts», explique-t-il. «Actuellement, nos comptes sont dans le rouge, et je couvre le déficit de ma poche», concède le chef d'entreprise. Il avait sept magasins, il a dû en fermer deux. «Nous devons sans doute réduire la taille du réseau et fermer les magasins les moins rentables», dit-il avec résignation.

L'équation apparaît en effet insoluble. Les effectifs ont déjà été réduits au minimum. Augmenter les prix? «Pour compenser la hausse fiscale, il faudrait hausser les prix de 20%; on passerait alors dans un segment haut de gamme qui est supérieur au nôtre», souligne Alexei Zajiguine. Les clients ne suivraient pas. Augmenter ses prix ferait immédiatement baisser les ventes, explique l'entrepreneur. Comme beaucoup d'autres, il est sans illusion: «Dans la bataille pour attirer des consommateurs au pouvoir d'achat en baisse, le commerce de détail subit une pression implacable des plateformes de vente en ligne.»